

BANGLADESH

**Manifestations contre les coupures d'électricité :
six personnes tuées, dont un jeune garçon**

Index AI : ASA 13/004/2006

ÉFAI

Mercredi 12 avril 2006

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement doit ouvrir immédiatement une enquête indépendante sur l'homicide, dans la ville septentrionale de Kansat, de paysans protestant contre des coupures d'électricité, a déclaré Amnesty International ce mercredi 12 avril. Six autres morts ont été signalés pendant la nuit, alors que la police affrontait des paysans.

Anwar, âgé de dix ans et Abdur Rahman, un enseignant âgé de soixante-trois ans, figuraient parmi les personnes tuées ce mardi 11 avril par la police, alors que 12 000 personnes défilaient dans les rues, selon des responsables locaux. Des témoins ont déclaré que des policiers avaient tiré à balles réelles avec des AK 47, ainsi que des balles en caoutchouc, et qu'ils avaient lancé du gaz lacrymogène pour disperser la foule, qui a répliqué à coups de bâton et de machette. Selon des médias locaux, environ 300 personnes ont été blessées, dont une vingtaine de policiers.

« Depuis le mois de janvier, au moins vingt personnes ont été tuées dans ces manifestations contre les coupures d'électricité », a déclaré Abbas Faiz, chercheur pour l'Asie du sud à Amnesty International. « Il faut ouvrir une enquête impartiale sur ces morts, et toute personne reconnue responsable d'homicide illégal doit être traduite en justice sans délai. Tout policier soupçonné d'avoir tiré sur des civils doit être suspendu du service actif en attendant les conclusions de l'enquête. »

Selon des médias locaux, la police a vandalisé et pillé des maisons dans plusieurs villages, frappé des villageois et arrêté des dizaines de personnes. Selon ces informations, des policiers ont empêché des journalistes de s'approcher de la scène, les menaçant d'une arme à feu quand ils ont demandé les noms des victimes.

La région souffre de graves pénuries d'électricité et de combustible, ce qui a des conséquences sur les pompes dont se servent les paysans pour irriguer leurs cultures. Ce manque d'eau menace sérieusement l'actuelle récolte de riz et la survie des paysans. Les habitants de la région craignent des pénuries de nourriture pour l'année à venir.

Les gouvernements doivent faire en sorte que les populations disposent des moyens nécessaires

pour empêcher la destruction de leurs moyens d'existence.

« Les autorités doivent assurer aux paysans la possibilité de cultiver leur nourriture et de conserver leurs moyens d'existence, a déclaré Abbas Faiz. Il faut rétablir de toute urgence un approvisionnement régulier en électricité pour l'irrigation, afin d'empêcher la destruction de l'actuelle récolte de riz, dont dépend la survie de ces paysans. »

La plupart des manifestants sont des clients du conseil d'électrification rurale, un organisme gouvernemental, qu'ils payent pour une électricité qu'ils ne reçoivent pas, selon eux. Certains paysans signalent ne pas avoir d'électricité pendant des jours entiers, ou pour une durée maximale de quatre à cinq heures. Les paysans exigent que l'électricité leur soit fournie en permanence, et qu'ils ne payent que l'électricité réellement obtenue.

Contexte

Le 4 janvier 2006, deux personnes ont été tuées et 50 autres ont été blessées par balles, lorsque la police a ouvert le feu sur des manifestants à Kansat, dans le district de Chapainawabganj. Ces homicides ont déclenché d'autres protestations. Le 23 janvier 2006, sept personnes ont été tuées et plus de 100 autres blessées par la police qui tirait sur les manifestants. Un garçon âgé de douze ans est mort de ses blessures le lendemain.

Le 5 avril 2006, au moins quatre personnes ont été tuées lorsque des membres locaux du Parti nationaliste du Bangladesh ont provoqué des attentats à la bombe visant le rassemblement des paysans.

Le Comité des droits humains du Barreau bangladais, craignant que la police n'arrête encore plus de personnes, a soumis un litige d'intérêt public à la Haute Cour. Ce 10 avril, la Haute Cour a décidé qu'aucun des paysans protestataires ne devait être arrêté ou harcelé, sauf dans le respect de la loi. La cour a également donné trois semaines au gouvernement pour expliquer pourquoi les homicides des 4 et 23 janvier ne devraient pas être considérés comme illégaux, pourquoi des compensations ne devraient pas être payées aux familles touchées, et pourquoi les autorités ne devraient pas fournir de l'électricité à cette région pendant une période particulière. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>